



Conseil économique et social

Distr. limitée
18 mars 2014
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-huitième session

10-21 mars 2014

Point 3 c) de l'ordre du jour

**Suivi de la Quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et de la vingt-troisième session
extraordinaire de l'Assemblée générale,
intitulée « Les femmes en 2000 : égalité
entre les sexes, développement et paix
pour le XXI^e siècle : transversalisation
de la problématique hommes-femmes,
situation et questions de programme**

**Allemagne, Argentine, Belgique, Brésil, Bulgarie, Chili, Estonie,
États-Unis d'Amérique, Grèce, Haïti, Japon, Lettonie, Lituanie,
Luxembourg, Nouvelle-Zélande, Palaos, Panama, Pays-Bas, Pérou,
Pologne, Serbie, Sri Lanka et Suisse : projet de résolution**

Égalité des sexes et autonomisation des femmes dans le contexte des catastrophes naturelles

La Commission de la condition de la femme,

Consciente que les catastrophes naturelles touchent tous les êtres humains et que leurs effets se répercutent par la suite sur les conditions de vie, qu'elles ont souvent une incidence plus directe et plus négative sur les femmes et les personnes vulnérables, notamment les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées, et qu'elles ont souvent des répercussions différentes sur les hommes et sur les femmes s'agissant des risques et vulnérabilités qui en découlent, en raison de l'exclusion sociale, des inégalités entre les sexes, des stéréotypes sexistes, des différentes responsabilités familiales, de la discrimination qui frappe les femmes, de la pauvreté, de l'inégalité d'accès à l'information, aux services, aux perspectives économiques, aux prestations sociales, à la justice et à la sécurité,

Réaffirmant les engagements concernant les femmes et les filles touchées par des catastrophes naturelles, qui ont été pris dans le Programme d'action de Beijing¹

¹ Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexe II.



et le document issu de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale², et réaffirmant également, comme il a été souligné dans celui-ci, la nécessité de prendre en compte systématiquement la problématique hommes-femmes dans les stratégies de prévention des catastrophes, d'atténuation des effets et de relèvement,

Notant que, durant une catastrophe naturelle, les femmes enceintes, les mères allaitantes et les adolescentes, qui, ensemble, représentent en moyenne de 18 % à 20 % de la population féminine, sont plus vulnérables aux effets des catastrophes en raison de leur mobilité physique limitée et de leurs besoins accrus d'aliments, d'eau, de soins de santé de la procréation et de services de maternité médicalisés,

Constatant que les catastrophes naturelles rendent plus probables les viols et l'exploitation sexuelle, les violences domestiques, les grossesses non désirées, les infections sexuellement transmissibles et les complications concernant la santé sexuelle et procréative, notamment pour les femmes enceintes qui se trouvent exposées à un risque accru de ne pas pouvoir recevoir des soins de santé sexuelle et procréative,

Notant que les catastrophes naturelles peuvent susciter un déplacement important et prolongé de population qui rend certaines femmes et filles plus vulnérables à la violence sexiste et à des stratégies de survie désastreuses, crée des obstacles à leur accès à l'éducation, à l'emploi, aux soins de santé et autres services essentiels, et les sépare de leurs réseaux de solidarité,

Rappelant sa résolution 56/2 du 9 mars 2012³ et consciente de la nécessité toujours présente d'améliorer encore l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes,

Rappelant également les conclusions concertées que la Commission de la condition de la femme a adoptées à sa quarante-sixième session le 15 mars 2002⁴, la résolution 49/5 du 11 mars 2005⁵ de la Commission de la condition de la femme, ainsi que la résolution 55/1 de la Commission, en date du 4 mars 2011, intitulée « Intégration de la problématique de l'égalité des sexes et promotion de l'autonomisation des femmes dans les politiques et stratégies relatives aux changements climatiques »⁶, la Déclaration de Hyogo⁷ et le Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015 : pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes⁸, adoptés par la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes qui s'est tenue à Kobe, dans la préfecture de Hyogo (Japon), du 18 au 22 janvier 2005, le document issu de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio +20) tenue à Rio de Janeiro (Brésil) en juin 2012, intitulé « L'avenir que nous voulons »⁹, ainsi que toutes les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, y compris ses résolutions 68102 et 68103 du 13 décembre

² Résolution S-23/2, annexe, et résolution S-23/3 de l'Assemblée générale, annexe.

³ Documents officiels du Conseil économique et social, 2012, Supplément n° 7 (E/2002/27-E/CN.6/2012/16), chap. I, sect. D.

⁴ Ibid., 2002, Supplément n° 7 (E/2002/27-E/CN.6/2002/13), chap. I, sect. A.

⁵ Ibid., 2005, Supplément n° 7 et rectificatif (E/2005/27-E/CN.6/2005/11 et Corr.1), chap. I, sect. D.

⁶ Ibid., 2011, Supplément n° 7 (E/2011/27-E/CN.6/2011/12), chap. I, sect. D.

⁷ A/CONF.206/6 et Corr.1, chap. I, résolution 1.

⁸ Ibid., résolution 2.

⁹ Résolution 66/288 de l'Assemblée générale, annexe.

2013, 68/211 du 20 décembre 2013 et 2013/6 du Conseil économique et social, du 17 juillet 2013,

Notant les différents processus devant s'achever en 2015 ou 2016, en particulier l'examen du programme de développement pour l'après-2015, la tenue à Sendai (Japon) en mars 2015 de la Conférence sur la réduction du risque de catastrophe et le Sommet humanitaire mondial qui se tiendra en 2016 à Istanbul,

Saluant la réaction et les efforts de relèvement à plus long terme des pays touchés par des catastrophes naturelles, ainsi que le soutien et l'aide apportés dans le monde entier par la communauté internationale sur le plan des secours et des efforts de relèvement, s'agissant entre autres du typhon Haiyan (Yolanda) qui a frappé les Philippines le 8 novembre 2013, du séisme dévastateur qui a frappé l'est du Japon le 11 mars 2011 et des catastrophes naturelles récentes, notamment celles concernées par les appels humanitaires lancés récemment, tout en soulignant qu'il importe de poursuivre les efforts en ce sens, y compris sur le plan de la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans la gestion des catastrophes,

Constatant que la prise en compte d'une perspective sexospécifique dans les secours et la planification et la mise en œuvre du relèvement à long terme réduiront le temps nécessaire au redressement, conduiront à une plus grande efficacité et une plus grande équité dans les efforts de relèvement à court et à long terme et améliorera la capacité de résistance de populations entières,

Constatant que la protection contre la violence sexiste dans le contexte d'une catastrophe naturelle, notamment par des activités préventives et par des secours, peuvent réduire la morbidité et la mortalité,

Soulignant qu'il importe de tenir compte à part égale des besoins particuliers des filles et des femmes et des personnes vulnérables, notamment les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées, à tous les stades de la réduction des risques liés aux catastrophes, de l'intervention et du relèvement, de s'assurer de leur offrir des chances égales d'y participer et de préconiser une stratégie globale axée sur l'être humain pleinement respectueuse des droits de l'homme afin de bâtir une société sans laissés-pour-compte soudée par le lien social, en privilégiant les actions locales qui favorisent l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, l'inclusion sociale et économique, renforcent la résilience de la société et réduisent la vulnérabilité sociale et économique aux catastrophes naturelles,

1. *Estime* que les femmes jouent un rôle essentiel dans les activités de réduction des risques liés aux catastrophes, les secours et les efforts de relèvement, notamment la remise en état et la reconstruction, et qu'il faut aider les femmes à participer effectivement à la prévention des catastrophes, aux secours et aux efforts de relèvement;

2. *Constate* que les catastrophes naturelles et la capacité de relèvement affectent différemment les hommes et les femmes et qu'une démarche sexospécifique, cherchant à évaluer les besoins des deux sexes, pendant le relèvement, la remise en état et la reconstruction, permettrait de résoudre des problèmes sociaux sous-jacents qui créent une vulnérabilité aux catastrophes et prolongent le délai nécessaire à la réinsertion économique et sociale et à la reprise de la productivité;

3. *Constate* qu'indépendamment de la place qui doit être faite à l'infrastructure physique pendant la phase de remise en état et de reconstruction, la transformation sociale et économique dans les domaines du logement, de la formation des revenus, de l'agriculture et du secteur informel, et des soins de santé, y compris les conseils sociopsychologiques, devrait être prise en compte afin de mieux répondre aux priorités sexospécifiques;

4. *Exhorte* les gouvernements, et le cas échéant, les organismes des Nations Unies, la société civile, les organisations non gouvernementales et le secteur privé et d'autres acteurs à :

a) Revoir les politiques, stratégies et plans qui existent au niveau national et adopter des mesures visant à transversaliser la problématique hommes-femmes dans les politiques, ainsi que dans la planification et le financement des activités de réduction des risques liés aux catastrophes, des secours et des efforts de relèvement, compte tenu des répercussions différentes que les catastrophes naturelles ont sur les hommes et sur les femmes;

b) Faciliter et améliorer l'accès des femmes à l'information et à l'éducation, notamment scientifique, technologique, informatique et économique, de façon à améliorer leurs connaissances et leur possibilité de participer aux décisions environnementales, et même de les prendre elles-mêmes durant les catastrophes naturelles;

c) Veiller à ce que les femmes et, au besoin, les filles aient les mêmes possibilités que les hommes d'être aux commandes et de participer aux décisions d'allocation des ressources à tous les niveaux concernant les activités de réduction des risques liés aux catastrophes, les secours et les efforts de relèvement;

d) Aider les autorités et institutions compétentes à tous les niveaux à tenir compte de la problématique hommes-femmes dans la réduction des risques liés aux catastrophes, les secours et les efforts de relèvement, les sensibiliser à cette question, et favoriser la coopération entre elles;

e) Faire en sorte que les femmes et les filles puissent exercer pleinement leurs droits fondamentaux à tous les stades de la réduction des risques liés aux catastrophes, des secours et des efforts de relèvement;

f) N'épargner aucun effort pour garantir aux femmes, aux filles, aux hommes et aux garçons l'égalité d'accès à l'assistance en cas de catastrophe et apporter des secours et un soutien en matière de relèvement qui tiennent dûment compte des besoins, des vues et de tous les droits des femmes et des filles, en accordant une attention particulière aux femmes enceintes, aux mères allaitantes, aux familles qui comptent des nourrissons ou des personnes âgées, aux familles monoparentales et aux veuves, notamment en ce qui concerne la distribution de vivres et de fournitures, l'eau et l'assainissement, l'établissement et la gestion de centres d'accueil, la sûreté et la sécurité, les soins de santé physique et mentale, les soins d'urgence, notamment dans le domaine de l'hygiène sexuelle et de la santé procréative, et les services de conseil aux victimes de la violence sexiste, tout en incitant les femmes qui sont spécialistes à participer et en encourageant la parité des sexes parmi les agents locaux;

g) Demander instamment aux partenaires opérationnels d'appliquer le système de repérage des activités contribuant à l'égalité des sexes et de rendre

compte de leurs engagements à ce sujet pendant l'ensemble du cycle des secours humanitaires;

h) Veiller à ce que, à toutes les phases de la prévention, des secours et du relèvement, on s'attache à lutter contre les violences sexuelles et sexistes et à prévenir l'exploitation sous toutes ses formes, notamment le risque de traite et la vulnérabilité particulière des filles, des enfants non accompagnés, des orphelins et des femmes et des enfants handicapés;

i) Assurer, à toutes les phases de la prévention, des secours et du relèvement, la protection, la prise en charge et le soutien des victimes de violences sexistes et, au besoin, la mise à disposition de services juridiques, médicaux, psychosociaux pour qu'elles puissent prendre part notamment aux enquêtes et aux poursuites qui concernent des violences sexuelles et sexistes, compte tenu des besoins qui sont propres aux femmes, et ce, afin d'éviter qu'elles ne soient à nouveau victimes;

j) Élaborer, exécuter et évaluer des projets de secours et de redressement économique à long terme qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes, notamment des formations professionnelles et techniques, afin de contribuer à l'égalité des chances sur le plan matériel entre hommes et femmes, en s'employant à éliminer les obstacles qui entravent l'intégration ou la réintégration rapides des femmes dans le secteur structuré de l'emploi, étant donné le rôle qu'elles jouent sur les plans social et économique et compte tenu de l'exode rural que les catastrophes naturelles peuvent provoquer;

k) Encourager les activités rémunératrices et les perspectives d'emploi pour les femmes qui sont touchées par des catastrophes naturelles, en particulier les femmes rurales, notamment en soutenant les entreprises locales et l'établissement de services sociaux indispensables et en favorisant l'accès au marché, au crédit, aux transferts en espèces, aux mesures de protection sociale, et à d'autres services financiers, en faisant participer les femmes à leur conception et en tenant compte du fardeau supplémentaire qui pèse sur les femmes au lendemain des catastrophes du fait de tâches telles que la recherche d'aliments, d'eau et de combustible, et les soins aux enfants dont les écoles sont fermées;

l) Veiller à ce que les femmes et les hommes aient un accès égal aux systèmes d'alerte rapide en cas de phénomène naturel et promouvoir la planification nationale, territoriale et locale des activités de réduction des risques liés aux catastrophes, compte tenu des besoins particuliers, des vues et de tous les droits des femmes et des filles, comme des hommes et des garçons, et mener des campagnes d'information publique et assurer des formations à tous les niveaux sur la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans les mesures de réduction des risques de catastrophes, notamment dans le domaine des sciences et technologies;

m) Veiller à l'égalité d'accès des femmes et des filles à l'information sur la réduction des risques liés aux catastrophes, ainsi qu'aux formations et aux cours dispensés sur la question par le système scolaire et non scolaire, afin que les femmes et les filles puissent utiliser pleinement ces ressources pour participer à la prévention des catastrophes;

n) Recueillir systématiquement des données et informations démographiques et socioéconomiques ventilées par sexe, âge et handicap, entre autres facteurs pertinents, pour une analyse sociologique et sexospécifique et pour

repérer les différences des stratégies de survie, des besoins, des capacités, des connaissances, des priorités et des facteurs de vulnérabilité chez les femmes, les filles, les garçons et les hommes et continuer à élaborer des indicateurs sexospécifiques et à analyser les différences entre les sexes, y compris grâce à des mécanismes d'évaluation des besoins et de planification soucieux de la problématique hommes-femmes, et à prendre en compte cette information dans les programmes et les politiques de réduction et de gestion des risques liés aux catastrophes pour assurer l'efficacité des programmes et des politiques et réduire les pertes de vies humaines et de moyens d'existence;

o) Recenser et évaluer, en tenant compte de la problématique hommes-femmes, les mesures prises en réaction aux catastrophes et diffuser largement, à la fois à l'échelle nationale, régionale et internationale, les informations recueillies sur les bonnes pratiques, les enseignements tirés de l'expérience et les outils, y compris les technologies au service de la réduction des risques, afin de favoriser et d'assurer leur intégration à la planification des activités de réduction des risques liés aux catastrophes;

p) Apprécier à sa juste valeur et renforcer le rôle que joue la société civile, y compris les organisations locales, les associations de femmes et d'adolescentes et les bénévoles, dans la gestion des catastrophes et la promotion de l'édification d'une société sans exclusive résiliente face aux catastrophes, où les femmes occupent une place à part entière;

q) Apprécier aussi à sa juste valeur le rôle important joué par les femmes, cadres ou bénévoles, notamment pour ce qui est de répondre aux besoins des femmes et des filles, et favoriser leur participation aux activités de réduction des risques liés aux catastrophes, y compris la prévention, la préparation, l'atténuation des effets, les secours et le relèvement;

r) Nouer des partenariats constructifs entre toutes les parties prenantes, c'est-à-dire les gouvernements, les organismes des Nations Unies et les autres acteurs compétents, tels que la société civile, les organisations non gouvernementales et le secteur privé, afin de renforcer la prise en compte de la problématique hommes-femmes au niveau de la réduction des risques, des secours et du relèvement sous tous leurs aspects;

5. *Félicite* les donateurs qui appliquent un système de repérage des activités contribuant à l'égalité des sexes dans leurs décisions de financement, et encourage les gouvernements et, au besoin, les organismes des Nations Unies, la société civile et les organisations non gouvernementales, le secteur privé et les autres acteurs compétents à faire de même;

6. *Engage* les gouvernements, les autorités locales, le système des Nations Unies et les organisations régionales, et invite les donateurs et les autres pays qui apportent une aide à se préoccuper des points faibles et des points forts des femmes et des filles grâce à une programmation des activités de réduction des risques liés aux catastrophes, de secours et de relèvement et à une affectation des ressources qui tienne compte de la problématique hommes-femmes, et ce, en coordination avec les gouvernements des pays touchés;

7. *Prie* tous les organismes des Nations Unies compétents de veiller, dans le cadre de leur mandat, à ce que la problématique hommes-femmes continue d'être prise en compte systématiquement dans les activités de réduction des risques liés

aux catastrophes, les secours et les efforts de relèvement sous tous leurs aspects et de rendre compte systématiquement des progrès accomplis à cet égard dans le cadre du plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies;

8. *Souligne* l'importance de la transversalisation de la problématique hommes-femmes et de celle du handicap dans la prévention des catastrophes, pour rendre les populations plus résilientes et réduire la vulnérabilité de la société aux catastrophes, et constate la nécessité d'une participation sans exclusive et de la contribution des femmes, ainsi que des enfants, personnes âgées et handicapés, aux divers processus en cours, notamment la troisième Conférence mondiale sur la réduction des risques de catastrophe et son processus préparatoire;

9. *Engage* les gouvernements à chercher à réaliser les objectifs stratégiques de la prévention du risque de catastrophe et de la résilience aux catastrophes en mettant en place un cadre de prévention des catastrophes après 2015 comprenant des indicateurs de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles dans la prévention du risque de catastrophe, les secours et le relèvement;

10. *Prie* les organismes des Nations Unies, les États Membres et les autres acteurs de continuer à promouvoir une perspective sexospécifique dans leurs activités, et dans les négociations et les consultations internationales au sujet des catastrophes naturelles, en particulier dans l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015;

11. *Prie également* les gouvernements, les organismes des Nations Unies, la société civile, y compris les organisations non gouvernementales et le secteur privé, et les autres parties prenantes, de faire connaître leur action en faveur de l'égalité des sexes dans les processus préparatoires du Sommet humanitaire mondial, qui se tiendra en 2016, sur la base de leur expérience et des enseignements dégagés de leur action humanitaire passée, de façon à mieux prendre en compte la problématique hommes-femmes dans les thèmes du Sommet.
